

Jacques Delors

« Je ne suis pas le père de cet euro-là ! »

A l'heure où se joue le destin de l'Europe, entre sauvetage de l'euro et refonte de la gouvernance, le docteur Delors est toujours prêt à prodiguer ses bons soins. A 86 ans, dépositaire de l'héritage des pères de la construction européenne, dont il fut un inlassable serviteur, il est à la fois une mémoire et un garant du cap à tenir – celui d'une intégration toujours plus étroite des peuples. Il rappelle, non sans gouaille, les erreurs du passé, dont il ne s'estime pas comptable. Il s'inquiète pour l'avenir, aussi, tant ses concitoyens européens et leurs dirigeants ne lui semblent pas à la hauteur des défis d'un monde dont le Vieux Continent n'est plus le centre de gravité. Dans son bureau parisien du think tank Notre Europe, il développe un discours de la méthode, convaincu que rien n'est moins naturel que cet intérêt commun européen, sans cesse menacé par le choc des ambitions nationales.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTOPHE BARBIER,
JEAN-MICHEL DEMETZ ET BENJAMIN MASSE-STAMBERGER
PHOTO : JEAN-PAUL GUILLOTEAU POUR L'EXPRESS

Dans son dernier discours sur l'état de l'Union, votre actuel successeur à la tête de la Commission, José Manuel Barroso, a jugé que l'Union européenne traversait la pire crise depuis le début de sa construction. Faites-vous votre cette dramatisation ?

► Selon une tradition orale, passée d'une génération européenne à l'autre, l'Europe ne progresse que par les crises. La politique de la « chaise vide » du général de Gaulle a débouché sur un accord à Luxembourg ; la fin de la convertibilité du dollar en or a donné naissance au système monétaire européen ; la crise de langueur de la Communauté, avant mon arrivée à la Commission, a pris fin au sommet de Fontainebleau, en juin 1984, grâce à un Mitterrand magistral. L'inertie, à l'époque, était aussi grave que la crise brûlante que nous connaissons aujourd'hui. La différence, c'est que, cette fois-ci, la crise est globale et l'enjeu, la monnaie commune, plus élevé. Certes, quelques-uns, pour des raisons domestiques, ont intérêt à dramatiser afin de se poser en sauveurs. Mais force est de constater que les réponses de l'Europe ont été trop tardives, et insuffisantes. Les marchés ont besoin d'entendre une position claire. De plus, lorsqu'un paquet de mesures substantiel a été annoncé, le 21 juillet, il aurait fallu convoquer tout de suite les parlements nationaux et le mettre en application dès le mois d'août. C'est ce retard qui a aggravé la crise.

La création de l'euro, il y a une décennie, devait faire de l'Europe la zone la plus compétitive au monde. Comment a-t-on abouti à l'impasse actuelle ?

► J'ai toujours dit que l'union économique et monétaire ne suffirait pas à faire l'Europe politique. J'avais proposé, à côté d'un pilier monétaire, non un gouvernement économique – cela aurait été mentir à l'opinion, compte tenu notamment des préventions allemandes – mais un pacte de coordination des ●●●



JACQUES DELORS
Avec son think tank
Notre Europe,
l'ancien président
de la Commission de Bruxelles
veut être utile dans cette
période critique où se joue
le destin du continent.

« On est allé trop loin dans le duopole franco-allemand »

••• politiques économiques animé par la Commission. J'avais rédigé en 1997, comme simple militant, un projet en ce sens ; il ne s'est rien passé. Car tous les pays étaient réticents à des abandons de souveraineté. Si ce pacte avait été entériné, les gouvernements se seraient aperçus, quelques années plus tard, que les statistiques grecques n'étaient pas justes et que l'endettement public et privé augmentait de façon dangereuse en Espagne, en Irlande... La crise actuelle de l'euro, c'est la faute aux Etats membres, pas à Bruxelles !

Et, en particulier, la faute aux dirigeants de la France et de l'Allemagne de l'époque, Jacques Chirac et Helmut Kohl ?

► Oui. Il aurait fallu se battre pour convaincre l'Allemagne que l'on pouvait avoir un pacte de coordination économique sans brider la Banque centrale. J'en dirai plus, un jour, sur les dirigeants français de l'époque. Pour l'heure, laissez-moi demeurer dans la discréction.

Ce rendez-vous, raté en 1997, va-t-il enfin se présenter dans les prochaines semaines ?

► Je n'en sais rien. Mais il faut remédier au vice de construction originel, celui-là même que j'ai toujours combattu. On me qualifie souvent de père de l'euro, mais, moi, je ne suis pas le père de cet euro-là !

La pression de la crise aidant, voyez-vous aujourd'hui surgir la volonté politique qui faisait défaut hier ?

► L'intérêt que le monde entier porte au sort de l'euro fait aujourd'hui refleurir de nouvelles idées fortes : j'entends désormais parler de fédéralisme, de mise en place de deux zones euro, de ministre des Finances européen – la belle blague ! Ah ! ils regorgent de belles idées, nos politiques !

Mais, vous-même, que préconisez-vous ?

► Il faut transformer la zone euro en un espace de coopération renforcée et l'organiser de manière qu'au sein de cette zone l'on puisse bien préparer en amont les décisions, puis être capable de les prendre et enfin de les appliquer. Cet objectif implique un retour à la méthode communautaire,



COMPlices En marge du Sommet européen de Bruxelles, le 23 octobre, Angela Merkel félicite l'heureux nouveau père.

J. DENEZ/BUNDESREGIERUNG/POOL/REUTERS

c'est-à-dire qu'il faut redonner à la Commission européenne le pouvoir d'initiative. Car on est allé trop loin dans le duopole franco-allemand. Or, pour construire l'Europe, le « comment faire » est aussi important que le « que faire ». Moi, en tout cas, j'y consacrais plus de temps. Dynamiser la construction européenne suppose de se doter d'instruments, de pouvoir imposer des sanctions aux Etats qui ne suivent pas les règles minimales nécessaires et de se pourvoir d'un fonds de régulation conjoncturelle, qui, au besoin, permettrait de stimuler l'activité et la création d'emplois.

C'est le schéma de sortie de crise que l'on voit s'esquisser dans ses grandes lignes...

► Encore faut-il concilier l'union et la diversité : par exemple, comment imposer des règles communes sur la retraite à des pays qui ont des démographies divergentes ? C'est la Commission qui est la mieux placée pour réaliser ce dosage, car elle est chargée de l'intérêt européen.

Comment éviter qu'un seul pays ne bloque la prise de décision ?

► Il faut passer à la majorité qualifiée. Cela m'a rendu furieux de voir que la Finlande et la Slovaquie ont retardé le cours des choses. C'est pour cela que je voudrais, pour l'avenir, un moyen de faire sortir ceux qui n'appliquent pas les règles. Par ailleurs, le prochain président de la République française devra expliquer à un pays ombrageux comme le nôtre que le progrès passe par une •••

Jacques Delors

EN 6 DATES

1925 Naissance à Paris. **1969** Chargé de mission auprès de Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre. **1974** Adhère au Parti socialiste. **1981-1984** Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget (à partir de 1983). **1985-1994** Président de la Commission européenne. **1996** Fonde le think tank Notre Europe.



Y. KARAHALIS/REUTERS

GROGNE A Athènes,
en juin dernier, ces
manifestants refusaient
que soient privatisés
les services publics.

••• discipline commune. Notre marge de décision est aussi fonction de la solidarité que nous devons manifester avec la zone euro : si, demain, le nouveau Conseil de la zone euro trouve qu'il n'y a pas assez de stimulation de la croissance en France ou que, au contraire, il y a un laisser-aller dans l'endettement, Paris devra apporter sa contribution. Ou s'exposer à des sanctions. On peut ainsi imaginer qu'un pays qui ne suivrait pas la discipline commune serait privé d'une partie des fonds structurels. Tout cela, je le répète, suppose un effort de pédagogie. Depuis trente ans, nos présidents se rendent aux sommets européens sans que soit organisé un débat, avant ou après, au Parlement. Or je suis sûr que, si la représentation nationale était davantage associée, il y aurait moins d'indifférence et d'hostilité dans l'opinion.

Le schéma que vous esquissez est-il celui du fédéralisme budgétaire ?

➤ Non. L'Europe telle que je la vois, c'est une fédération des Etats-nations, mais qui emprunte au système fédéral ce qu'il comporte de positif pour faciliter la prise de décision.

En deux décennies, l'Allemagne a-t-elle changé vis-à-vis de la construction européenne ?

➤ La société allemande a changé. Pour des hommes comme Adenauer, Schmidt et Kohl, l'Europe lavait plus blanc. Par la suite, après l'élargissement qui l'a placée au centre de l'Europe et grâce à une économie performante et disciplinée, l'Allemagne a regardé ailleurs. Lorsque j'étais président de la Commission, je pouvais toujours m'attendre à une concession allemande. Aujourd'hui, je n'en sais rien. La société allemande s'est éloignée de

Souvenirs, souvenirs...

Sur le programme d'aide alimentaire européenne aux plus démunis

« L'hiver 1987 était particulièrement rigoureux. Tout le monde n'était pas d'accord mais c'était dans les compétences de la Commission. J'ai donc fait adopter la décision de créer ce programme européen et l'ai fait ensuite ratifier par le Conseil des ministres. C'est particulièrement lamentable de voir aujourd'hui que pour économiser 370 millions d'euros, on va aggraver la mauvaise image de l'Europe aux yeux des citoyens. C'est vraiment lamentable. »

Sur Jean Monnet

« Il me disait : "Allez marcher dans la forêt. C'est en cheminant sous les arbres que viennent les idées." »

« Comment éviter qu'une Grèce aux abois ne soit la victime des vautours ? »

ce qu'ont porté quatre générations – le remords, le souci d'une démocratie exemplaire – et ne cache plus son complexe de supériorité.

Cela veut-il dire que Paris doit changer d'attitude à l'égard de Berlin ?

➤ Ce n'est pas une question d'entente entre les deux chefs, qui trouveront toujours des accords diplomatiques traditionnels, du type de ceux qui régissent les rapports entre monstres froids. Ce qui est grave, c'est l'absence de dialogue à tous les niveaux entre

Français et Allemands. Il faut susciter un besoin de se parler.

La nouvelle organisation européenne que vousappelez de vos vœux nécessite-t-elle un nouveau traité ?

➤ Non. Utilisons le traité de Lisbonne et jouons la coopération renforcée à l'intérieur de l'eurozone. Mais, dans l'urgence, compte tenu de la pression des marchés, ne faut-il pas, pour quelques mois, que la coopération renforcée passe par un magistère franco-allemand ?

➤ Non. La chancelière Merkel préconise la méthode intergouvernementale. Mais, sans méthode communautaire, l'Europe ne peut avancer. C'est grâce au droit d'initiative de la Commission que j'ai pu, par exemple, faire adopter le programme Erasmus (voir l'encadré page 14).

Quelle médication prescrire à la Grèce ?

➤ Si j'avais été en situation, je ne sais pas si j'aurais laissé entrer la Grèce dans la zone euro. Rappelez-vous aussi que c'est Valéry Giscard d'Estaing qui a fait entrer ce pays dans la Communauté européenne ; la Commission, à l'époque, avait formulé un avis plutôt négatif. Mais, bon, la Grèce est là. Même s'il nous énerve avec son art de la fraude fiscale, il faut sauver le soldat grec. Sinon c'est la débandade. Si la Grèce saute, je ne réponds plus de rien. Pour l'éviter, il faut reléguer en seconde ligne les technocrates qui aiment voir les pays en difficulté mourir guéris. Ce pays a déjà perdu 10 % de sa richesse nationale depuis trois ans : il faut s'ajuster à ce recul. Enfin, attention aux privatisations ! Comment voulez-vous qu'un pays aux abois ne soit pas la victime des grands loulous •••

« Les Européens ont opté pour le déclin avec une superbe qui m'étonne »

••• et autres vautours qui vont se présenter ? Mieux vaudrait que l'on place les actifs à privatiser dans une structure de défaisance et donner immédiatement à la Grèce les fonds correspondants.

Quelle somme mettre dans le Fonds européen de stabilité financière ?

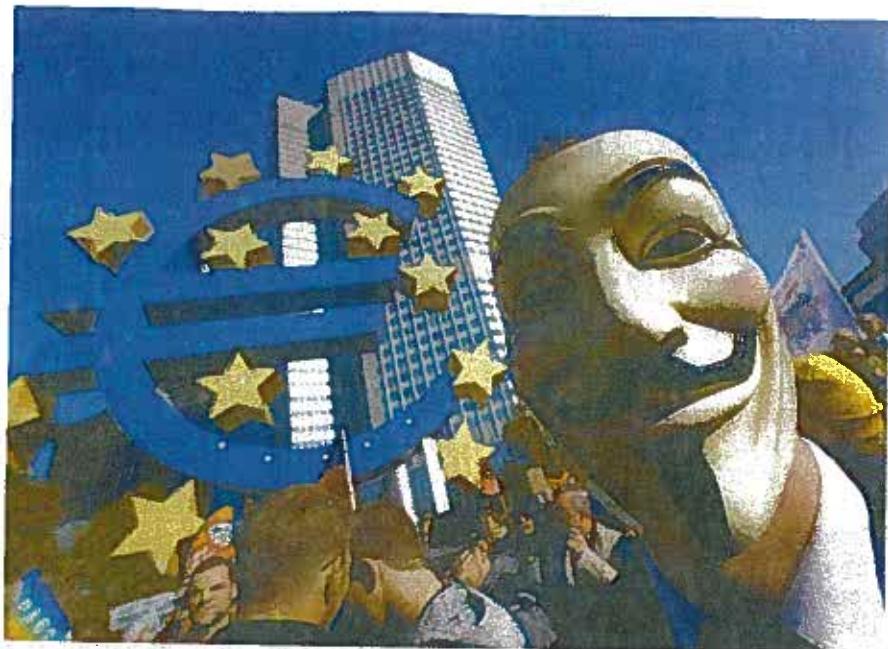
► Je suis d'accord avec les Allemands, lesquels ne peuvent admettre que ce Fonds se finance auprès de la Banque centrale, qui émettrait de la monnaie. La solution passe par la naissance d'eurobonds. Cette solution a deux avantages : elle permet de baisser le cours de l'argent pour certains pays et de créer un marché international d'obligations libellées en euros, sans lequel une monnaie internationale ne peut pas exister. Il est évident qu'il faut prendre deux précautions : on ne peut mutualiser qu'une partie de la dette, et les pays bénéficiaires devront trouver une compensation pour l'Allemagne, qui paiera un taux légèrement plus élevé pour sa propre dette.

Le risque des eurobonds est de voir des pays peu vertueux se réendetter sans risque et retomber dans un cercle vicieux...

► Non, car on le ferait seulement pour la période où la spéculation menace, mais pas après. Cet accès aux eurobonds serait conditionné à une marche des Etats vers l'assainissement budgétaire. L'un sans l'autre, non !

Pour réindustrialiser l'Europe, faut-il renouer avec le protectionnisme ?

► La France réalise 60 % de ses échanges au sein de l'Europe. Faut-il inverser cette tendance ? Certes, nous avons des problèmes de puissance à puissance avec la Chine et la Russie. Et il faudra les régler. Malheureusement, l'Europe n'a pas de politique extérieure commune. Les Européens n'ont pas compris que, depuis les années 1970, ils ont à choisir entre le déclin et la survie. Or, malgré leurs beaux discours, ils ont opté pour le déclin avec une superbe qui m'étonne toujours. La crise de l'euro occulte d'ailleurs tous les autres domaines où, hélas, l'Europe est passive : l'énergie, l'éducation, l'avenir des relations avec la Russie, la Chine, la Turquie... Les Européens devraient être à la fois humbles et forts pour s'ouvrir au monde. Car la Chine



R. ORLOVSKI/REUTERS

EXACERBATION

La colère contre le système financier ne faiblit pas. Ici, le 15 octobre, à Francfort.

et la Russie, on le voit bien, sont animées par un réflexe de puissance. Seule l'Union fait la force des Européens.

Faut-il freiner l'élargissement ?

► Non, mais il faut introduire la différenciation. Je rappelle le théorème de Hans Genscher [ministre des Affaires étrangères d'Helmut Kohl] : aucun pays ne peut obliger les autres à aller jusqu'où lui veut aller ; mais les pays qui ne veulent pas aller plus loin ne peuvent empêcher les autres de le faire. Sans cette différenciation, on n'aurait jamais eu Schengen, l'euro, le volet social du traité de Maastricht...

Vous semble-t-il qu'en France il demeure une différence entre la droite et la gauche sur la politique européenne ?

► Oui, mais les hommes politiques français ont un point commun : ils n'aiment ni ne comprennent les institutions européennes. Sauf Giscard d'Estaing et Mitterrand, auxquels, sur ce dernier point, on peut donner une mention honorable.

Pas plus ?

► Non. En revanche, en ce qui concerne ce qu'ils ont réalisé pour l'Europe, on peut décerner une mention bien à chacun.

Aujourd'hui, à lire les programmes des grands partis, c'est, à quelques outils près, la même chose...

► C'est l'Europe de ceux qui, comme disait le général de Gaulle, sautent comme des cabris !

De manière plus générale, le PS ne s'est-il pas aligné sur vos idées, ainsi que l'a montré la primaire ?

► Certains socialistes ont toujours dit que j'étais un grand pédagogue, pas un politique. Je le prends pour un compliment. •